

## 4 septembre, 7 septembre,... contrer le gouvernement !

Si la fin de l'année universitaire a été l'occasion de démonstrations populaires larges et massives d'opposition à la politique gouvernementale et en particulier contre son projet de démolition de notre système de retraites, l'activité estivale du gouvernement et notamment ses interventions aux relents populistes et xénophobes –copiés sur les positions de l'extrême droite- ont suscité de vives réactions de tous ceux qui sont attachés au respect de la dignité humaine et des solidarités<sup>(1)</sup>. Le lien explicite entre immigration et délinquance, la stigmatisation et les amalgames faits sur le dos de la communauté rom et des gens du voyage, l'extension de la responsabilité pénale (des enfants à leurs parents) et, plus grave, la menace de déchéance de la nationalité française pour des citoyens ainsi considérés comme de seconde zone... sont autant d'atteintes inacceptables, en rupture avec nos principes républicains. Jamais les expulsions d'étudiants sans papiers n'ont été aussi nombreuses, ainsi que les marques de zèle de préfets de régions à l'encontre de jeunes en quête de qualification et de diplômes. Et les dernières annonces du gouvernement, suspendu au bon vouloir des agences de notations et obstiné dans son refus de revenir sur la « niche » la plus scandaleuse que constitue le bouclier fiscal, laissent présager – sous couvert de réduire le déficit- de nouvelles saignées dans la fonction publique et les dépenses sociales au risque de fragiliser un peu plus nombre de nos concitoyens.

**Rien n'est joué !<sup>(2)</sup>. Le 7 septembre, date d'ouverture du débat parlementaire sur les retraites, la puissance de la mobilisation de tous –dans la grève et les manifestations- est décisive** pour nos revendications (maintien du droit à partir à 60 ans, retour à une durée de cotisations de 37 ans 1/2 pour un taux plein, avantages familiaux, indexation des pensions sur les traitements eux-mêmes indexés sur l'augmentation des prix, suppression de la décote et prise en compte des entrées tardives dans la carrière), et pour imposer un débat pour une tout autre réforme, garantissant notre système de retraites par d'autres financements (augmentation de la masse des cotisations via les salaires et le plein emploi, taxation des rétributions échappant à la solidarité et des revenus financiers...).

Dans les établissements d'enseignement supérieur, depuis de nombreuses années et dès début septembre –ce dont la ministre semble douter<sup>(3)</sup>–, les universitaires ne constatent aucune amélioration de leurs conditions de travail. Confrontés à l'accélération d'une recomposition hasardeuse du tissu universitaire, façonnée à coup d'appels d'offres liés au grand emprunt, les enseignants du supérieur manquent de temps pour effectuer les travaux de recherche ou créer de nouveaux dispositifs pédagogiques pour faire réussir les étudiants. Noyés sous un monceau de « paperasse » et faisant face aux tâches, sans cesse croissantes, annexes à leurs missions d'enseignement et de recherche, les collègues subissent les effets de la mise en concurrence individuelle ou collective, des pressions insidieuses consubstantielles à la loi LRU.

A ces conditions de rentrée particulièrement difficiles, s'ajoutent les dysfonctionnements et régressions bien réels liés à la contre réforme de la formation des maîtres : situations catastrophiques dans lesquelles se trouvent des étudiants –dans l'impossibilité de se présenter de nouveau aux concours<sup>(4)</sup> – ou les stagiaires –en situation de remplacement implicite–, absence de formation professionnelle ou encore des masters habilités à l'issue d'une parodie de CNESER, effondrement des volumes horaires consacrés à la formation des enseignants –combien de collègues, écartés dans les UFR ou les IUFM de leur mission dès cette rentrée ?–... Ce cataclysme pour les élèves, leurs enseignants est à l'image de la conception gouvernementale du système éducatif dans son ensemble, des suppressions massives de postes dans l'éducation et dans la fonction publique.

Après 3 années d'existence de la loi LRU, en peser ses effets doit se faire à la mesure de l'absence de considération que le président de la République affiche pour les libertés et la démocratie en général. Jour après jour, les analyses que nous formulons dès juin 2007 se vérifient dans les établissements<sup>(5)</sup> (concurrence exacerbée, creusement des inégalités, atteintes aux libertés scientifiques et pédagogiques, démocratie et collégialité entravées, présidents aux pouvoirs démesurés, pressions insidieuses sur des enseignants-chercheurs aux statuts altérés, explosion de la précarité...). L'absence de suppressions d'emplois dans l'enseignement supérieur et la recherche en 2011 –résultat incontestable des puissantes mobilisations de 2009- ne doit pas éluder d'une part la nécessité de créations d'emplois publics en nombre dans l'enseignement supérieur et la recherche et d'autre part une réelle revalorisation de tous.

**Le SNESUP appelle l'ensemble des enseignants-chercheurs et enseignants, et au-delà toute la communauté universitaire à :**

- **Répondre à l'appel citoyen « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité », signer la pétition et participer aux manifestations. A Paris, le samedi 4 septembre 2010, place de la République, à 14 h 00.**
- **Faire grève et manifester le 7 septembre pour les emplois, les salaires, les retraites, et contre la précarité et faire de cette journée une action puissante et de grande ampleur pour contrer le gouvernement.**

(1) Appel « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité », dont le SNESUP est signataire <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=5274&ptid=5&cid=30>

(2) « Retraites : rien n'est joué ! » Communiqué CFDT, CFTE, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=5295&ptid=5>

(3) « Calendriers universitaires : annonces ineptes et dérégulation » <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=5292&ptid=5>

(4) Formation des enseignants : Au tour d'étudiants de démontrer l'improvisation dominant la mise en œuvre de la mastérisation <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=5296&ptid=5>

(5) Tribune Le Monde du 07/08/2010 : Stéphane Tassel, Snesup-FSU : « Une phase inédite de concurrence exacerbée » <http://www.snesup.fr/Agir-en-ligne/Tribune?aid=5294&ptid=8>